

ECONOMIE

economie.union@sonapresse.com

Le Gabon promoteur d'un "new deal" agricole

LA 6^e édition de l'Africa Agri forum qui s'est tenue du 20 au 21 novembre à Libreville a permis de revisiter les stratégies africaines en matière de développement agricole. L'évènement a été marqué par la signature de trois accords de partenariat.

Jean MADOUMA
Libreville/Gabon

La 6^e édition de l'Africa Agri forum s'est tenue du 20 au 21 novembre à Libreville.

Pour la deuxième année consécutive, le Gabon a abrité cet im-

portant événement continental et se positionne de plus en plus comme le hub émergent de l'Afrique centrale au regard des programmes agricoles dans lesquels le pays est engagé.

En effet, pour le ministre en charge de l'Agriculture, Biendi Maganga Moussavou, le lancement récent de la phase 2 du programme West Africa Virus Epidemiology (Wave), après celui du Projet d'appui au Programme Graine (PAPG1), confirme la crédibilité de la stratégie agricole du Gabon auprès des partenaires techniques, des scientifiques et des organismes financiers internationaux.

De même, le démarrage de la phase de collecte des données du Recensement général de l'agriculture (RGA) vient renforcer cette dynamique de développement accéléré de l'économie diversifiée, dans le cadre d'une approche de chaînes de valeur.

Cette 6^e édition a été marquée par de nombreuses signatures de partenariat. Notamment un protocole d'entente entre l'Agence de développement agricole gabonaise (Adag) et Agri fund for Africa (Afa) avec pour objectif le développement de la Zone agricole protégée (ZAP) de la Remboué.

L'incubateur JA Gabon a signé également deux conventions de partenariat avec Siat Gabon et Sotrader.

La première convention avec Siat Gabon porte sur la formation en alternance d'ouvriers agricoles. L'objectif est de former 140 jeunes gabonais à partir du 6 janvier 2020 dans les plantations de Siat Kango et Zilé en leur donnant les outils pour réussir leur insertion tout en créant le premier CAP en techniques agricoles. La formation intègre l'option "saigneurs d'hévéa". Elle sera faite en alternance sur 12 mois dont 9 de pratique et 3 de théorie.

La seconde convention signée avec Sotrader porte sur la formation en alternance de pisciculteurs. L'objectif est de former



Photo: Jean Madouma

Le Gabon veut densifier ses projets.

20 jeunes en leur donnant les outils pour réussir leur insertion via l'auto-emploi ou l'emploi tout en créant le premier CAP en techniques de pêche et

de pisciculture. Elle sera hébergée à la ferme de Ntoum.

La création de ces filières réservées à des secteurs prioritaires au Gabon vise les jeunes

de niveaux CM2 à la 5^{ème} et leur permettra en une année d'être diplômés et prêts à leur insertion dans la vie professionnelle.

Brèves

Le Cameroun établit 29 normes d'application obligatoire dans le secteur agro-alimentaire

DEPUIS le 10 novembre dernier, l'Agence des normes et de la qualité (Anor) du Cameroun fait appliquer de façon obligatoire 29 normes pour les produits agro-alimentaires. Dans le détail, ces normes concernent : les releveurs de goût, la farine comestible de manioc, la farine complète de maïs, la farine de mil chandelles, le maïs en grains entiers surgelés, les matières protéiques végétales, la semoule et la farine de blé dur, le couscous, etc.

La BAD accorde un prêt de 73,2 millions d'euros au profit des chaînes de valeur agricoles au Congo

La Banque africaine de développement (BAD) a entériné, mercredi dernier, l'octroi d'un prêt de 73,2 millions d'euros en faveur du Projet de développement intégré des chaînes de valeurs agricoles au Congo (PROVIDAC). Cette initiative d'une durée de 6 ans ciblera le maïs (alimentation animale, humaine et brasserie), le manioc (farine et autres produits), l'aviculture (poulets de chair et œufs), l'aquaculture et la pisciculture (poissons frais et poissons salés, fumés).

Zimbabwe : l'exécutif supprime les restrictions à l'importation pour le maïs et la farine de blé

Au Zimbabwe, le gouvernement a annoncé hier la fin des limitations pour l'importation de maïs et de farine de blé dans un contexte de sécheresse qui a fait fondre les réserves céréalières du pays. Se confiant à Reuters, Simangaliso Ndlovu, ministre de l'Information par intérim, souligne que ces mesures sont temporaires et prennent effet immédiatement.

Rassemblées par GMNN

Sécurité alimentaire : l'Agasa en campagne de sensibilisation

Styve Claudel ONDO MINKO
Libreville/Gabon

LE personnel de l'Agence gabonaise de sécurité alimentaire (Agasa) était sur le terrain, samedi 23 novembre dernier, dans le cadre du lancement de la campagne de sensibilisation et de formation des acteurs de la bouffe de rue sur les bonnes pratiques d'hygiène et de fabrication des aliments. Une action menée en collaboration avec la mairie d'Owendo et le Syndicat des opérateurs économiques de cette localité.

Ces formations à l'endroit, notamment, des tenanciers de supérettes et autres promoteurs des commerces de proximité auront lieu, les lundi 2 et mardi 3 décembre prochains, à la mairie d'Owendo. En parcourant différentes artères de la commune, le message du directeur général de l'Agasa, Alia Mahéva Bongo Ondimba, était le même auprès des opérateurs économiques. À savoir : veiller aux bonnes pratiques en matière d'hygiène et de fabrication des produits destinés à la consommation humaine.

La responsable de l'Agasa a insisté sur la nécessité pour ces acteurs de



Photo: SCOM

Le DG de l'Agasa et les autorités municipales d'Owendo visitant une grillade à ciel ouvert

participer activement aux séances de formation. Non sans féliciter la collaboration complémentaire des autorités municipales, qui ont mis à la disposition leurs spécialistes en matière d'hygiène sanitaire. "Nos experts et ceux de la mairie d'Owendo travaillent au quotidien, sans aucun chevauchement de compétences, en vue d'atteindre de manière efficace et efficiente les objectifs que l'État nous a assignés", a confié Mme Bongo Ondimba. Laquelle s'est réjouie de ce que près de 500 opérateurs s'étaient déjà inscrits sur les listes, samedi dernier.

Reconnaissant les compétences spécifiques de l'Agasa, la mairesse

d'Owendo, Jeanne Mbagou, a indiqué que la présence des agents municipaux auprès de cet organisme est d'ordre pédagogique : "Les techniciens de notre service d'hygiène doivent donc accompagner ceux de l'Agasa, en vue d'optimiser leurs connaissances."

Environ 3 840 opérateurs économiques seront touchés par cette action dans la province de l'Estuaire. Le secrétaire exécutif de la Confédération gabonaise des syndicats des commerçants (CGSC), Abbas Nzienguy Mabika, a salué l'initiative de l'Agasa.

La campagne devrait se poursuivre dans l'arrière-pays, sous la coordination des délégations locales.